

GCC SASU (GROUP)

LES MUREAUX - France | Construction de bâtiments

EVID: MX311410



Date de publication : 13 mars 2024

Valable jusqu'au : 13 mars 2025

Performance en matière de RSE

● Insuffisante

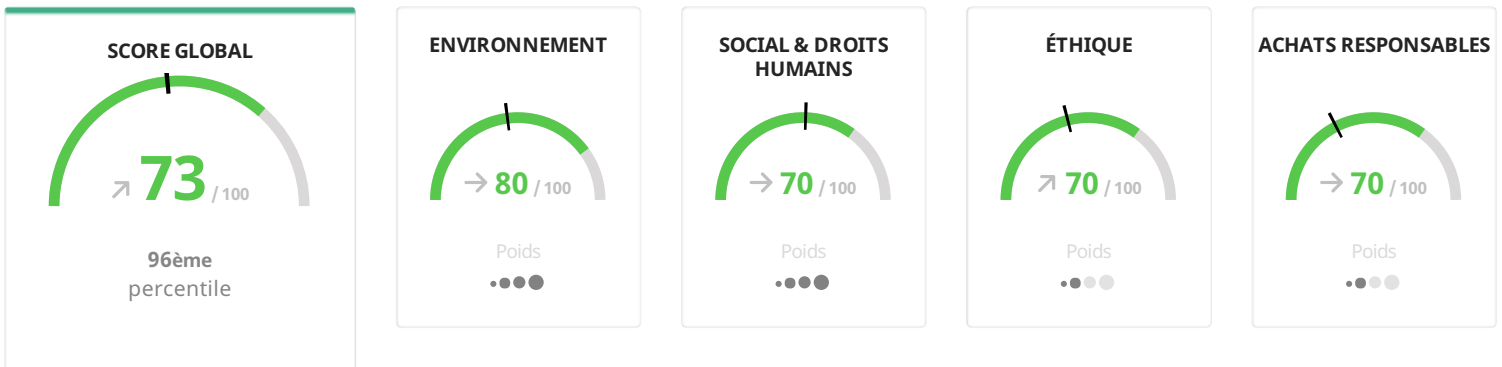
● Partielle

● Adaptée

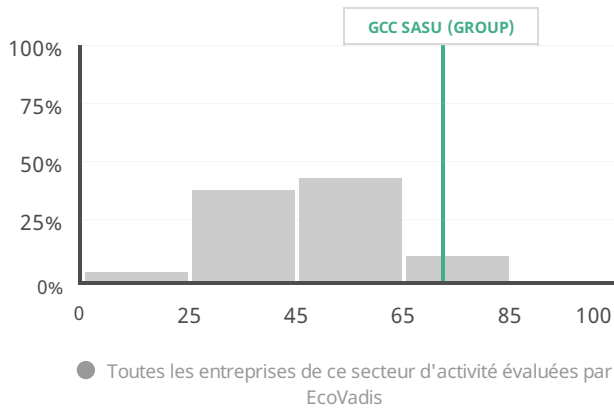
● Avancée

● Excellente

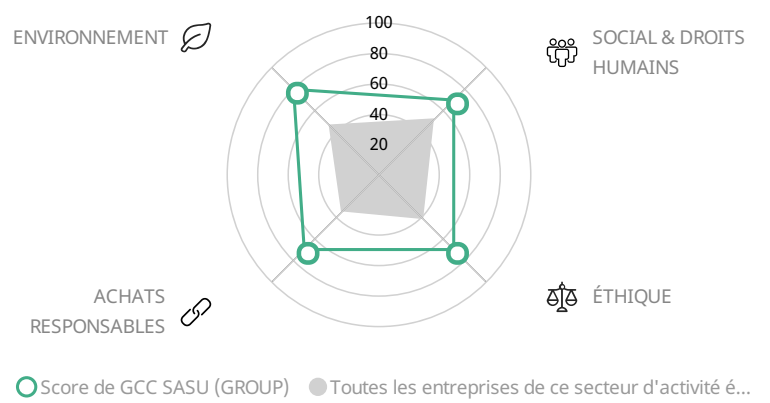
— Score moyen



Répartition des scores globaux



Comparaison des scores de thème



Forces et points d'amélioration



Forces

Politiques

Forces

Politique environnementale sur la pollution de l'air

Objectifs quantitatifs fixés sur les matières premières, produits chimiques et déchets

Objectifs quantitatifs fixés sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre

Politique environnementale sur l'utilisation des produits

Politique environnementale sur les matières premières, produits chimiques et déchets

Politique environnementale sur la biodiversité

Politique environnementale sur l'eau

Politique environnementale sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre

Politique avancée sur une majorité de questions environnementales

Adhésion à une initiative externe sur les enjeux environnementaux [Engagement pour le climat des affaires en France]

Actions

Forces

Actions visant à intégrer les éléments et les habitats qui favorisent la biodiversité dans la conception des sites opérationnels

Actions visant à contrôler et à limiter la propagation des espèces invasives

Autres actions pour réduire l'impact des opérations sur la biodiversité

Mesures en place pour répondre à l'urgence environnementale

Mise en place de points de collecte de déchets accessibles afin de faciliter le recyclage des matériaux pendant les activités de construction

Réutilisation et recyclage des matériaux du chantier de construction avant la démolition

Tri interne et élimination des déchets en fonction des flux de déchets

Réduction des déchets internes au moyen de la réutilisation, de la récupération ou du recyclage des matériaux

Processus de travail ou technologies mis en œuvre pour atténuer la pollution lumineuse

Actions visant à prévenir les émissions de polluants atmosphériques et autres nuisances environnementales (p. ex. bruits, odeurs, vibrations, trafic routier, luminosité)


Adoption de mesures de contrôle en vue de prévenir la pollution des eaux pluviales

Installations de traitement des eaux usées sur site ou hors site

Comptabilité ou audit de l'eau réalisé

Formation des employés aux économies d'énergie/actions climatiques
Adoption de pratiques de construction économes en énergie
Achat et/ou génération d'énergie renouvelable
Processus de travail ou technologies mis en œuvre pour atténuer le bruit
Réduction des émissions de carbone dans le domaine du transport
Technologies ou pratiques visant à recycler ou réutiliser l'eau
Audit énergétique et/ou carbone
Certification ISO 14001
Mesures formelles pour réduire le niveau de bruit sur les sites de construction/ lieu de travail
Solutions pour l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments/usines
Mesures pour réduire la consommation d'énergie des bâtiments/ des usines
Produits permettant des démarches HQE (ou équivalentes)
Mesures formelles visant à réduire les émissions de poussière sur les chantiers/sites
Actions concernant l'étiquetage, le stockage, la manipulation et le transport de substances dangereuses
Mesures pour réutiliser ou recycler les déchets
Processus de travail ou technologies mis en œuvre pour atténuer les émissions de poussières et de particules
Partenariat établi pour aider à éliminer les déchets que l'entreprise ne peut pas recycler
Programme de sensibilisation des clients sur les problématiques de santé & sécurité associées aux produits/services
Réduction de la consommation d'eau grâce à des technologies, méthodes ou équipements innovants
Certification ISO 14001 couvrant plus de 81% des sites d'activité
Résultats
Forces
La valeur du reporting sur le total des émissions brutes du Scope 2 est confirmée par des documents justificatifs
La valeur du reporting sur le total des émissions brutes du Scope 1 est confirmée par des documents justificatifs
Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 2 (selon le marché ou la localisation)
Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 1
Valeur du total des émissions brutes de GES du Scope 3 en aval confirmée dans les documents justificatifs
Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 en aval
Reporting sur le poids total de déchets valorisés

Valeur du reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 confirmée dans les documents justificatifs
Reporting sur la consommation totale d'énergies renouvelables
Reporting sur la consommation totale d'eau
Reporting sur le poids total des déchets non dangereux
Reporting sur le poids total des déchets dangereux
Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3
Analyse de matérialité dans le reporting développement durable
Vérification externe du reporting RSE
L'entreprise communique ses progrès vers les objectifs de développement durable (ODD)
Reporting de la consommation totale d'énergie
Reporting RSE sur les problématiques environnementales
Points d'amélioration
Politiques
Priorité Points d'amélioration
Moyenne Absence de documentation concluante relative aux politiques de santé et de sécurité des consommateurs
Résultats
Priorité Points d'amélioration
Moyenne Déclare un alignement formel sur une norme en matière de reporting RSE (p. ex. conformément aux cadres GRI, SASB) mais absence de documents justificatifs
Faible Aucune information indiquant si des sites/opérations sont situés dans ou à proximité de zones sensibles à la biodiversité

 Social & Droits Humains Poids ●●●●
Forces
Politiques
Forces
Objectifs quantitatifs fixés sur la gestion des carrières et la formation
Politique sociale et de droits humains sur la diversité, l'équité et l'inclusion
Politique sociale et de droits humains sur le travail des enfants, le travail forcé et le trafic d'êtres humains
Politique sociale et de droits humains sur la gestion des carrières et la formation
Politique sociale et de droits humains sur les conditions de travail
Politique sociale et de droits humains sur la santé et la sécurité des employés

Politiques avancées sur la majorité des enjeux sociaux et de droits humains

La politique de santé et de sécurité couvre également les sous-traitants travaillant sur dans les locaux de l'entreprise

Actions

Forces

Actions visant à protéger les employés dans les espaces confinés

Actions visant à contrôler l'exposition des employés aux conditions climatiques extrêmes

Actions visant à prévenir les accidents liés aux chutes

Inspections ou audits de sécurité de l'équipement

Procédure de réclamation en place permettant aux employés de signaler les problèmes de santé et sécurité au travail

Actions visant à lutter contre le stress et favoriser le bien-être psychologique au travail

Plan d'action d'urgence en matière de santé et de sécurité des employés

Autres actions proactives pour prévenir le travail des enfants et/ou le travail forcé

Autres actions relatives à la santé et à la sécurité des employés

61 à 80% des sites opérationnels sont certifiés ISO 45001

Certifié ISO 45001

Régime de primes lié à la performance de l'entreprise

Convention collective sur les conditions de travail

Convention collective sur la santé et la sécurité des employés

Couverture des salariés en soins de santé

Mécanisme de réclamation permettant aux parties prenantes externes et internes de signaler les impacts externes sur les droits humains

Formation en santé et sécurité pour les sous-traitants travaillant sur place

Fourniture d'équipements individuels de protection pour les employés concernés

Évaluation des risques en matière de santé et de sécurité des employés

Processus de recrutement transparent communiqué de manière claire et formelle aux candidats

Actions visant à prévenir la discrimination lors de la phase de recrutement

Évaluation régulière de la performance individuelle

Examen de santé régulier des employés

Actions visant à prévenir l'exposition au bruit

Actions préventives pour réduire les lésions attribuables au travail répétitif

Formation visant à développer les compétences

Actions visant à promouvoir l'inclusion des employés en situation de handicap

Plan de carrière et de développement individuel pour tous les employés

Formation des employés sur les risques pour la santé et la sécurité ainsi que les meilleures pratiques de travail

Résultats

Forces

Reporting sur le pourcentage de femmes employées dans toute l'entreprise

Reporting sur le nombre moyen d'heures de formation par employé

Analyse de matérialité dans le reporting développement durable

Vérification externe du reporting RSE

L'entreprise communique ses progrès vers les objectifs de développement durable (ODD)

Reporting du taux de gravité des accidents

Reporting du taux de fréquence des accidents

Points d'amélioration

Politiques

Priorité Points d'amélioration

Moyenne

Absence de documentation concluante relative aux politiques du dialogue social

Moyenne

Absence de documentation concluante relative aux politiques de droits humains des parties prenantes externes

Faible

Aucune information concluante sur l'adhésion à des principes ou initiatives externes sur les questions en lien avec le social et les droits humains

Résultats

Priorité Points d'amélioration

Élevée

Reporting insuffisant sur les problématiques sociales et liées aux droits humains

Moyenne

Déclare un alignement formel sur une norme en matière de reporting RSE (p. ex. conformément aux cadres GRI, SASB) mais absence de documents justificatifs



Éthique

Poids ●●●●

Forces

Politiques

Forces

Politique sur la fraude

Politique sur les conflits d'intérêts

Sanctions disciplinaires en cas de violation des politiques

Signature des politiques d'éthique par les employés

Politique en matière de sécurité de l'information

Politique sur la corruption

Politique sur les problématiques de pratiques anticoncurrentielles

Attribution de responsabilités dédiées pour les enjeux d'éthique

Politiques avancées sur les enjeux d'éthique

Actions

Forces

Autres actions pour garantir la sécurité de l'information

Procédure d'alerte à disposition des parties prenantes afin de signaler les problèmes en matière de sécurité de l'information

Procédure d'alerte à disposition des parties prenantes afin de signaler les pratiques anticoncurrentielles

Procédure d'alerte à disposition des parties prenantes afin de signaler toute forme de corruption

Programme de diligence raisonnable sur les tiers en matière de sécurité de l'information

Procédure de réponse aux incidents pour gérer les atteintes aux informations confidentielles

Mise en œuvre d'un calendrier de conservation des documents

Évaluations des risques en matière de sécurité de l'information effectuées

Audits des procédures de contrôle pour prévenir les atteintes à la sécurité de l'information

Formation de sensibilisation pour prévenir les atteintes à la sécurité de l'information

Évaluations des risques de corruption effectuées

Mesures visant à protéger les données des consommateurs/clients d'un accès ou d'une divulgation non autorisée

Audits des procédures de contrôle en matière de corruption

Formation de sensibilisation pour prévenir la corruption

Programme de diligence raisonnable sur les tiers en matière de lutte contre la corruption

Procédure d'approbation spécifique pour les transactions sensibles (p. ex. cadeaux d'affaires, invitations)

Audits des procédures de contrôle visant à prévenir les pratiques anticoncurrentielles

Formation de sensibilisation pour prévenir les pratiques anticoncurrentielles

Résultats

Forces

Analyse de matérialité dans le reporting développement durable

Vérification externe du reporting RSE

L'entreprise communique ses progrès vers les objectifs de développement durable (ODD)

Reporting exhaustif sur les problématiques d'éthique

Points d'amélioration

Politiques

Priorité Points d'amélioration

Faible

Aucune information concluante sur l'adhésion à des principes ou initiatives externes sur les questions d'éthique

Actions

Priorité Points d'amélioration

Élevée

Documentation non concluante concernant les évaluations des risques de pratiques anticoncurrentielles

Moyenne

La documentation justificative démontre un niveau moyen de couverture des actions relatives à l'éthique à travers les opérations de l'entreprise

Résultats

Priorité Points d'amélioration

Moyenne

Déclare un alignement formel sur une norme en matière de reporting RSE (p. ex. conformément aux cadres GRI, SASB) mais absence de documents justificatifs



Achats Responsables

Poids ●●●●

Forces

Politiques

Forces

Politique d'achats responsables du bois et des produits à base de bois

Politique d'achats responsables avancée sur les facteurs sociaux et environnementaux

Actions

Forces

Les fournisseurs performants sur les questions environnementales et sociales ont accès à des mesures incitatives spécifiques (p. ex. : prix décernés aux fournisseurs, programme fournisseurs privilégiés, accès aux appels d'offres)

La documentation justificative démontre un haut niveau de couverture des actions relatives aux achats responsables dans l'ensemble de la base de fournisseurs/opérations de l'entreprise

Le code de conduite RSE pour les fournisseurs est mis en œuvre

Renforcement des capacités des fournisseurs sur les problématiques sociales et environnementales (par ex. : actions correctives, formation)

Audits sur site des fournisseurs sur les enjeux environnementaux ou sociaux

Évaluation régulière des fournisseurs (p.ex. questionnaires) sur leurs pratiques environnementales et sociales

Formation des acheteurs sur les enjeux sociaux et environnementaux au sein de la chaîne logistique

Intégration de clauses sociales et environnementales dans les contrats fournisseurs

Analyse des risques RSE (p. ex. : avant les évaluations ou audits de fournisseurs)

Résultats

Forces

Valeur du total des émissions brutes de GES du Scope 3 en amont confirmée dans les documents justificatifs

Reporting sur le total des émissions brutes de GES du Scope 3 en amont

Déclare ne pas utiliser d'étain, de tantale, de tungstène, d'or, ni leurs dérivés (non vérifié)

Analyse de matérialité dans le reporting développement durable

Vérification externe du reporting RSE

L'entreprise communique ses progrès vers les objectifs de développement durable (ODD)

Reporting RSE sur les problématiques d'achats responsables

Points d'amélioration

Résultats

Priorité

Points d'amélioration

Moyenne

Déclare un alignement formel sur une norme en matière de reporting RSE (p. ex. conformément aux cadres GRI, SASB) mais absence de documents justificatifs

Faible

Déclare un reporting sur le pourcentage de bois ou de produits / matériaux à base de bois certifiés, mais aucune documentation justificative fournie

Observations « Veille 360° »

5 juill. 2023 | <https://www.droits-salarie...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 juill. 2023 au 1 août 2028

Thèmes concernés



Accords d'entreprise chez GCC

Les négociations entre la direction de GCC et les instances représentatives du personnel ont abouti sur les accords et avenants suivants. Les résultats des négociations avec les partenaires sociaux chez GCC précisent les droits, avantages et obligations de l'employeur et des salariés.

20 juin 2023 | <https://www.batiweb.com/ac...>

Impact sur le score

Sous surveillance ⚠

valide du 1 juin 2023 au 1 juill. 2028

Thèmes concernés



Travail illégal sur les JO de Paris 2024 : 4 majors du BTP assignés en justice

Dix anciens ouvriers sans papiers ont annoncé ce mardi avoir assigné aux prud'hommes quatre majors du BTP (Vinci, Eiffage, GCC, et Spie Batignolles) et huit sous-traitants, pour les avoir fait travailler sans contrat de travail, ni fiche de paie sur des chantiers des Jeux Olympiques de Paris 2024.

22 mai 2023 | <https://www.constructionca...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 mai 2023 au 1 juin 2028

Thèmes concernés



GCC confirme ses ambitions RSE

A l'occasion de son quatrième LBO, le groupe GCC a conclu un financement senior dont les conditions financières sont liées à l'atteinte d'objectifs sociaux et environnementaux sur les 5 prochaines années, finalisant ainsi l'alignement de sa politique financière à sa stratégie RSE. Issu d'un spin-off du groupe Entreprise Industrielle, GCC s'est hissé parmi les 10 plus importantes entreprises du BTP en France depuis sa reprise par ses cadres dirigeants en 2000. Ancré en régions (50 agences et filiales en France) et fort d'un chiffre d'affaires de plus de 1,15 mds€ en 2022, le Groupe GCC est un acteur incontournable de la construction, de l'énergie (génie climatique et électrique) et de la promotion immobilière.

1 janv. 2023 | <https://egapro.travail.gou...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 janv. 2023 au 1 févr. 2028

Thèmes concernés



L'index égalité professionnelle pour GCC pour 2023

GCC a reçu un résultat de 71 de l'index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour 2023.

1 janv. 2023 | <https://egapro.travail.gou...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 janv. 2023 au 1 févr. 2028

Thèmes concernés



L'index égalité professionnelle pour Edelis pour 2023

Edelis a reçu un résultat de 86 de l'index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour 2023.

1 janv. 2023 | <https://egapro.travail.gou...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 janv. 2023 au 1 févr. 2028

Thèmes concernés



L'index égalité professionnelle pour Jean Nallet Construction pour 2023

Jean Nallet Construction a reçu un résultat de 78 de l'index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour 2023.

1 janv. 2023 | <https://egapro.travail.gou...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 janv. 2023 au 1 févr. 2028

Thèmes concernés



L'index égalité professionnelle pour Sietra Provence pour 2023

Sietra Provence a reçu un résultat de 91 de l'index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour 2023.

19 déc. 2022 | <https://www.droits-salarie...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 déc. 2022 au 1 janv. 2028

Thèmes concernés



Accords d'entreprise chez GCC Hauts-de-France

Les négociations entre la direction de GCC Hauts-de-France et les instances représentatives du personnel ont abouti sur les accords et avenants suivants. Les résultats des négociations avec les partenaires sociaux chez GCC Hauts-de-France précisent les droits, avantages et obligations de l'employeur et des salariés.

1 déc. 2022 | <https://www.droits-salarie...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 déc. 2022 au 1 janv. 2028

Thèmes concernés



Accords d'entreprise chez BTB G E S - BTB Genie Electrique & Services

Les négociations entre la direction de BTB G E S - BTB Genie Electrique & Services et les instances représentatives du personnel ont abouti sur les accords et avenants suivants. Les résultats des négociations avec les partenaires sociaux chez BTB G E S - BTB Genie Electrique & Services précisent les droits, avantages et obligations de l'employeur et des salariés.

29 nov. 2022 | <https://www.droits-salarie...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 nov. 2022 au 1 déc. 2027

Thèmes concernés



Accords d'entreprise chez Jean Nallet Construc - Jean Nallet Construction

Les négociations entre la direction de Jean Nallet Construc - Jean Nallet Construction et les instances représentatives du personnel ont abouti sur les accords et avenants suivants. Les résultats des négociations avec les partenaires sociaux chez Jean Nallet Construc - Jean Nallet Construction précisent les droits, avantages et obligations de l'employeur et des salariés.

31 août 2022 | <https://www.preventionbtp...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 août 2022 au 1 sept. 2027

Thèmes concernés



GCC lance une appli pour réduire son empreinte carbone sur les chantiers

GCC lance une nouvelle application : Réutil. Celle-ci permet de localiser les matériaux non-utilisés sur un chantier pour les réemployer sur un autre. Au service de la réduction de l'empreinte carbone et de l'économie circulaire.

17 mai 2022 | <https://www.infomigrants.n...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 mai 2022 au 1 juin 2027

Thèmes concernés



Sur le chantier des JO de Paris, des travailleurs sans-papiers exploités espèrent une embauche

Le chantier de construction des Jeux olympiques de Paris devait être exemplaire. Pourtant, l'inspection du travail a révélé, fin mars, que des travailleurs sans-papiers avaient été embauchés sur le site par un sous-traitant de GCC, grand groupe de BTP, donneur d'ordres sur le chantier du village olympique. Ces travailleurs ont pu être régularisés rapidement après l'inspection. Ils réclament aujourd'hui leur embauche par GCC.

24 janv. 2022 | <https://www.petitesaffiche...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 janv. 2022 au 1 févr. 2027

Thèmes concernés



Plan de relance : Université Côte d'Azur et GCC coopèrent pour la rénovation énergétique du campus STAPS

Au terme d'une procédure d'appel d'offres, Université Côte d'Azur et GCC annoncent leur collaboration pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et installations techniques du campus STAPS. Le projet principal contient l'installation d'une production principale géothermique permettant d'atteindre à terme une réduction de la consommation d'énergie à minima de 34% et un bâtiment neuf fonctionnel, évolutif, confortable et sécurisé en lieu et place des 3 bâtiments préfabriqués actuels.

8 nov. 2021 | <https://www.droits-salarie...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 nov. 2021 au 1 déc. 2026

Thèmes concernés



Accords d'entreprise chez Cuynat Constructions

Les négociations entre la direction de Cuynat Constructions et les instances représentatives du personnel ont abouti sur les accords et avenants suivants. Les résultats des négociations avec les partenaires sociaux chez Cuynat Constructions précisent les droits, avantages et obligations de l'employeur et des salariés.

6 sept. 2021 | <https://www.constructionca...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 sept. 2021 au 1 oct. 2026

Thèmes concernés



GCC et Knauf gèrent les déchets d'isolants en polystyrène expansé

GCC et Knauf Ile-de-France Ouest mettent en commun leurs ressources dans le domaine de la gestion des déchets d'isolants en polystyrène expansé (PSE) issus de bâtiments réhabilités.

24 sept. 2020 | <https://www.groupe3f.fr/3f...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 sept. 2020 au 1 oct. 2025

Thèmes concernés



Immobilière 3F expérimente avec GCC une solution de béton bas carbone Hoffmann Green

Le bailleur social Immobilière 3F (Groupe Action Logement) et le Groupe GCC ont signé un protocole d'expérimentation de béton bas carbone. Développée par la société Hoffmann Green Cement Technologies, également présente lors de cette journée, cette solution innovante sera utilisée dans le cadre d'un chantier de construction de 85 logements sociaux à Saint-Leu-la-Forêt (95). Dans l'objectif de participer à la construction de bâtiments à faible empreinte carbone.

8 juill. 2020 | <https://www.droits-salarie...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 1 juill. 2020 au 1 août 2025

Thèmes concernés



Accords d'entreprise chez BTB Concept Et Aménagement

Les négociations entre la direction de BTB Concept Et Aménagement et les instances représentatives du personnel ont abouti sur les accords et avenants suivants. Les résultats des négociations avec les partenaires sociaux chez BTB Concept Et Aménagement précisent les droits, avantages et obligations de l'employeur et des salariés.

Expirée

5 févr. 2019 | <https://www.droits-salarie...>

Impact sur le score

Neutre →

valide du 28 mars 2024 au 5 mars 2024

Thèmes concernés



Accords d'entreprise chez Sietra Provence

Les négociations entre la direction de Sietra Provence et les instances représentatives du personnel ont abouti sur les accords et avenants suivants. Les résultats des négociations avec les partenaires sociaux chez Sietra Provence précisent les droits, avantages et obligations de l'employeur et des salariés.

28 déc. 2023 |

Impact sur le score

Neutre →

valide du 28 mars 2024 au 28 janv. 2029

No records found for this company on Compliance Database

Environnement Social & Droits Humains Éthique Achats Responsables

Commentaires spécifiques

 Aucun résultat dans la base de données de risque et de conformité des tiers.

 L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les enjeux environnementaux.

 L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les enjeux d'achats responsables.

 L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les problématiques sociales et liées aux droits de l'Homme.

Les clauses de non-responsabilité ci-dessous s'appliquent à vous si vous n'avez pas de relation contractuelle avec EcoVadis :

- (1) Cette Fiche d'évaluation dispose d'une validité de douze (12) mois à compter de sa date d'émission.
- (2) La notation et cette Fiche d'évaluation ont été préparées sur la base des informations fournies par l'entreprise évaluée et conformément aux bonnes pratiques du secteur et à la méthodologie EcoVadis, qui peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises effectuant des évaluations similaires. EcoVadis décline toute responsabilité quant aux actions et/ou décisions prises par un tiers, y compris toute décision d'investissement, sur la base des évaluations et/ou de la présente Fiche d'évaluation.
- (3) Cette Fiche d'évaluation repose sur des informations communiquées et des news mises à la disposition d'EcoVadis au moment de l'évaluation. Si des informations ou des circonstances changent sensiblement au cours de la période de validité de la Fiche d'Évaluation, EcoVadis se réserve le droit de retirer temporairement la Fiche d'Évaluation, afin de réévaluer et d'octroyer éventuellement une Fiche d'évaluation révisée.
- (4) La présente Fiche d'évaluation est la propriété intellectuelle d'EcoVadis et ne doit pas :
 - (i) faire l'objet d'une copie, d'une modification, d'une traduction, d'une publication, d'une reproduction ni/ou
 - (ii) être utilisée dans le cadre de ou en lien avec toute autre évaluation RSE, sauf convention contraire dans un accord écrit signé avec EcoVadis.
- (5) La présente Fiche d'évaluation contient des informations EcoVadis confidentielles. Sauf convention contraire dans un accord écrit signé avec EcoVadis, cette Fiche d'évaluation et la notation ne doivent pas
 - (i) être utilisées par un tiers dans le cadre de ou en lien avec toute activité génératrice de revenus ni
 - (ii) être partagées avec d'autres individus ou entités ; elles ne peuvent être utilisées que pour les besoins internes d'un tiers.
- (6) Seule la Fiche d'évaluation d'une entreprise évaluée disposant d'un abonnement Select peut être utilisée à des fins RSE (prêts « verts » et produits similaires).